

Détournement à la résidence universitaire

Tébessa ● Les services de la brigade économique et financière de la sûreté de wilaya de Tébessa ont ouvert une enquête pour mesures non réglementaires au niveau de la résidence universitaire (Wiaam), a appris l'APS hier lundi, de ce corps constitué. L'enquête a été déclenchée, selon la même source, suite à des renseignements parvenus à la brigade économique et financière faisant état de «plusieurs anomalies» constatées dans l'aboutissement du projet de la restauration d'un pavillon d'hébergement dans cette cité universitaire», a précisé la même source. Elle a détaillé que le projet pour lequel une enveloppe financière de 7,3 millions de dinars a été fixée, «n'a pas été parachevé du fait que la résidence universitaire ne disposait pas de la totalité du montant». Une deuxième entreprise a été désignée pour finaliser et évaluer les travaux restant, estimés à 5 millions de dinars, a-t-on encore noté, indiquant qu'entre temps, il a été mis fin à la fonction de la chargée de gestion de cette résidence universitaire. La nouvelle responsable a confié le chantier de la réhabilitation du pavillon de la cité universitaire à l'entreprise d'un de ses parents,

sans les procédures administratives d'usage dont l'élaboration d'un cahier des charges et la publication d'une consultation a révélé l'enquête, a-t-on fait encore savoir. Plus d'une dizaine d'employés, poursuit la même source, a été auditionnée par les éléments de cette brigade dans le cadre d'une enquête qui a

permis de dévoiler «une dilapidation de deniers publics, octroi de faveurs illégales et non-respect de la législation régissant le code des marchés». A l'issue de la vérification des faits, un dossier a été constitué à l'encontre de trois mis en cause dans cette affaire, a-t-on noté de même source. **R.N./APS**



UNIVERSITÉ AKLI MOHAND OULHADJ Département de Tamazight

Toujours pas de rentrée

Le Département de Langue et Culture Amazighes (DLCA) de l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, peine à entamer la nouvelle année universitaire (2016-2017) pour diverses raisons.



L'une de ces raisons à trait au report des examens du second semestre de l'année précédente (2015/2016) ainsi que les nombreuses grèves ayant concerné ledit département depuis la rentrée universitaire de septembre dernier. En effet, les mouvements de protestations ont empiré la situation. De ce fait, les étudiants et mêmes les enseignants se trouvent désespérés. Il faut signaler que ce n'est que cette semaine que le DLCA a planifié l'affichage des résultats des examens de rattrapage, et ceux du second semestre de l'année universitaire (2015/2016). Les enseignants prennent leur mal en patience, et ont tous du mal à garder leur optimisme quant au parachèvement de leur programme pédagogique de cette année. A signaler qu'au mois de juin dernier, le comité des étudiants a imposé son diktat en manifestant

un refus catégorique quant à la directive administrative annonçant le début des examens pour à la mi juin. De facto, les services de l'administration

n'avaient qu'à différer l'échéance des examens jusqu'à septembre. Malheureusement, l'échéance des examens a coïncidé avec une période marquée par de nom-

breux mouvements de grèves, ayant retardé de plusieurs semaines la reprise du travail au sein du susmentionné département. A titre d'exemple, à la grève

décidée au mois de septembre par les étudiants de la faculté des Sciences et technologies s'ajoutera la fermeture du département par des étudiants membres des organisations estudiantines, telles que l'UGEL et l'UNEA. Nombreux sont les étudiants qui semblent être des otages de ces actions de protestation. Des étudiants dont ceux en fin de cycle qui n'auront malheureusement pas la chance d'obtenir leur diplôme dans les temps. « La seule victime de ce retard n'est autre que l'étudiant, en particulier celui qui se trouve en fin de cycle. Ces derniers n'auront pas la possibilité d'obtenir leur diplôme de licence dans les temps, et ce vu le report accumulé des échéances », regrette Hamza, un étudiant inscrit en troisième année. Les fins de cycles souhaitent vivement que l'administration du département mette de l'ordre et reprenne les choses en main et ce, afin d'assurer un cursus universitaire normal.

Aziz C.

Horizons



ANEA

L'Association nationale des économistes algériens organise, aujourd'hui, à 9h30 à l'Université Alger 3, une conférence animée par Mouloud Sabri de la Cour des comptes, sur «la réforme de la réglementation des marchés publics : quelles nouveautés».

الشهيد الجبالي بوناامة



Machaâl Echahid

L'association Machaâl Echahid organise, aujourd'hui à l'Université de Khemis Mliana, un hommage au chahid Djilali Bounaâma.

CONFÉRENCE SUR LA COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES LANGUES ARABE ET AMAZIGH

Des fondements de l'identité nationale à préserver

Une conférence sur la complémentarité entre la langue arabe et la langue amazigh a été organisée lundi dernier à Alger, dans le cadre de la préservation des fondements de l'identité nationale. Intervenant lors de la conférence, le président du Haut-Conseil islamique (HCI), Bouabdellah Ghlamallah, a relevé des aspects de l'interaction entre les langues arabe et amazigh notamment sur le plan terminologique et sémantique, indiquant que la question du plurilinguisme a été longuement étudiée et nécessite d'autres recherches pour enrichir le patrimoine algérien. Rappelant «les agressions» subies par la culture du peuple algérien durant la période coloniale, le président du HCI a appelé à la promotion des deux langues dans le domaine de l'éducation nationale et l'enseignement supérieur. De son côté, le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité, Si El Hachemi Assad, a salué cette initiative ayant pour objectif de rassembler toutes les institutions qui œuvrent à la promotion et la préservation des fondements de l'identité nationale à travers l'action institutionnelle.



ONCI

L'Office national de la culture et de l'information organise, du 1^{er} au 15 novembre au complexe culturel Abdelwahab-Salim de Tipasa, une exposition de photos, livres et journaux sur la guerre de Libération ainsi que des conférences-débats en collaboration avec le centre universitaire de Tipasa.

Conférence sur la complémentarité entre les langues arabe et amazighe

Une conférence sur la complémentarité entre la langue arabe et la langue amazighe a été organisée lundi à Alger, dans le cadre de la préservation des fondements de l'identité nationale. Intervenant lors de la conférence, le président du Haut Conseil islamique (HCI), Bouabdellah Ghlamallah a relevé des aspects de l'interaction entre les langues arabe et amazighe notamment sur le plan terminologique et sémantique, indiquant que la question du plurilinguisme a été longuement étudiée et nécessite d'autres recherches pour enrichir le patrimoine algérien. Rappelant «les agressions» subies par la culture du peuple algérien durant la période coloniale, le président du HCI a appelé à la promotion des deux langues dans le domaine de l'éducation nationale et l'enseignement supérieur. De son côté, le secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a salué cette initiative ayant pour objectif de rassembler toutes les institutions qui oeuvrent à la promotion et la préservation des fondements de l'identité nationale à travers l'action institutionnelle.

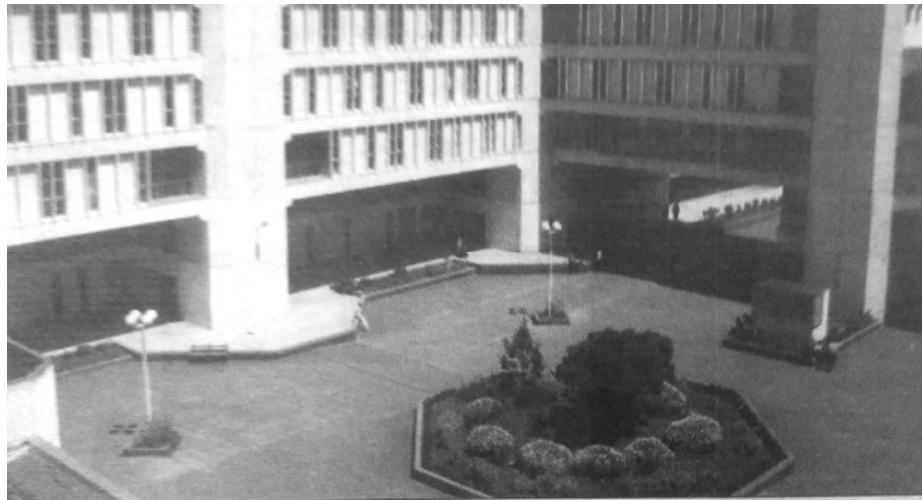
SOUS LE THÈME : «RAPPORT DES VILLES À L'EAU, ORAN PAR RAPPORT
À LA MÉDITERRANÉE ET STRASBOURG AU RHIN»

Convention de coopération entre l'UST d'Oran et l'École d'architecture de Strasbourg

Une convention de coopération scientifique et technique a été conclue entre l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (Usto-MB) et l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (Ensas, France), a-t-on appris mardi des responsables de l'Usto-MB.

«L'intensification des échanges pédagogiques et de recherche constitue l'objectif essentiel de cet accord», a précisé le vice-recteur de l'Usto-MB chargé des relations extérieures et de la coopération, Pr Amine-Bouziane Hammou, dans une déclaration à l'APS en marge des premières journées thématiques.

Un groupe composé de dix-sept étudiants et deux enseignants de l'Ensas a été accueilli dans ce cadre par l'Usto-MB qui organise, dix jours durant, plusieurs activités sous forme d'ateliers et de visites de sites de la ville d'Oran sous le thème générique du «Rapport des villes à l'eau: Oran par rapport à la Méditerranée et Strasbourg au Rhin», a expliqué Pr Hammou. La mise en œuvre de ce programme est dirigée par les spécialistes algériens Sidi Mohamed El-Habib Benkoula et Djillali Tahraoui au profit des étudiants hôtes et de leurs pairs du département d'architecture de l'Usto-MB, a-t-il



indiqué. La collaboration entre l'Usto-MB et l'Ensas a pour ambition de «permettre aux étudiants des deux rives de la Méditerranée de travailler en commun et d'échanger leurs expériences et leur savoir sur les sujets d'urbanisme et d'architecture», a fait valoir le vice-recteur de l'Usto-MB.

Le projet assigné à ces journées thématiques consiste en l'élaboration d'une étude pour la revitalisation et la revalorisation du patrimoine architectural des quartiers du vieil Oran donnant sur la mer, à l'instar de Sidi El-Houari.

L'Usto-MB a préparé à ce titre un programme riche en visites de sites (chapelle et fort de Santa Cruz, port de pêche, Palais du Bey), et en conférences animées par les architectes algériens Larbi Merhoum, Tarik Bey et Brahim Hasnaoui.

Cette première expérience sera suivie, en 2017, par une visite d'étudiants en architecture de l'Usto-MB à Strasbourg pour un atelier dédié au tissu urbain de cette ville et à sa relation avec le Rhin, fait-on savoir de même source. Au travers de ces échanges, les responsables des établissements partenaires

(Usto-MB et Ensas) expriment ainsi leur volonté de «contribuer activement à la mise en œuvre de la convention de partenariat entre les villes de Strasbourg et d'Oran, signée le 23 avril 2015», a-t-on souligné.

Le chargé de la communication de l'Usto-MB, Maamar Boudia a rappelé, de son côté, que son établissement a étoffé ses offres de formation avec la mise en place, cette année, d'un nouveau parcours réunissant les spécialités «Architecture», «Urbanisme» et «Métiers de la ville». APS



Coopération | Quand les étudiants des deux rives se penchent sur le patrimoine

Depuis samedi, des enseignants et des étudiants en architecture strasbourgeois (France) et leurs homologues de l'université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO Mobamed Boudiaf) sillonnent les rues du vieux centre-ville d'Oran, qu'est le quartier de Sidi El Houari. Objectif : proposer des aménagements qui tiennent compte du caractère historique dudit quartier et les possibilités d'y introduire des formes de modernité architecturale et urbaine.

En effet, il s'agit d'un atelier d'architecture et d'urbanisme collaboratif international initié dans le cadre d'une convention entre l'USTO et l'École nationale d'architecture de Strasbourg, pour l'année 2016-2017. Selon le porte-parole de l'USTO, Boudia Maïmar, « ce programme a pour ambition de donner l'occasion aux étudiants des deux rives de travailler en commun sur un sujet d'urbanisme et d'architecture à Oran. Principalement, il est question de réfléchir, jusqu'au 14 novembre, sur le rapport de la ville à la mer, d'explorer les potentialités des tissus existants et de proposer des aménagements ».

Pour ce faire, une équipe de 17 étudiants français et d'autres nationalités européennes ainsi que des étudiants de l'USTO, est répartie en plusieurs groupes qui se dispersent dans le vieux quartier. Ces jeunes marchent à pied, parlent aux gens, glanent, dessinent et réfléchissent selon des parcours bien définis, allant de la porte de Canastel aux bains turcs en passant par la place Kléber, dont une du même nom existe à Strasbourg. En somme, c'est un exercice de diagnostic mené à travers des enquêtes, une cartographie ainsi que des aménagements existants. M. Boudia explique que « ce travail a pour objectif de démontrer la capacité de la ville ancienne — dans notre cas Sidi El Houari — à absorber des aménagements spatiaux pouvant permettre aux quartiers concernés d'intégrer les exigences de la

modernité contemporaine, tout en considérant les nécessités de la protection des environnements bâtis et naturels ».

Et l'atelier ne se limite pas au quartier Sidi El Houari d'Oran, mais devra être mené également dans une ville de la rive nord-méditerranéenne. Notre interlocuteur a expliqué l'objet de cette coopération franco-algérienne et sa dimension sociale et civilisationnelle : « Il est question d'envisager des interventions dans une ville en transformation, en tenant compte des interactions entre la ville bâtie, la société qui l'habite et le contexte environnemental, en s'intéressant aux formes de la ville, mais aussi au temps, aux acteurs et aux facteurs naturels ».

Et justement, dès le début de la semaine, les étudiants en maîtrise sur le terrain observent et tentent de comprendre la ville dite contemporaine d'Oran, en décryptant ses changements physiques, économiques et sociaux. Les observations et données recueillies feront l'objet d'un mapping, qui permettra d'élaborer une carte spécifique. Après le workshop viendra l'étape de la conceptualisation en vue d'un projet spatial.

MÉTHODOLOGIE NOUVELLE

Pour résumer, l'approche méthodologique suivie est subjective. Elle repose sur l'expérience personnelle et individuelle de chaque étudiant lors de son séjour. Plus explicitement, ce sont les ressentis et les perceptions des jeunes architectes qui dicteront le devenir à proposer pour le quartier Sidi El Houari. Le résultat de cet atelier

international fera certainement foi d'expertise à même de décider du sort de la Casbah historique d'Oran. « Ce travail permettra de savoir quelles parties il faut éliminer, réhabiliter ou réaménager en espaces verts ou logements promotionnels, par exemple. Et les étudiants sont en train d'interroger les habitants, les associations, l'histoire et les plans pour proposer des scénarios possibles ou impossibles », explique M. Boudia. Il faut savoir que cet atelier répond à une certaine exigence, car le mouvement associatif a dénoncé les démolitions récentes programmées dans ce quartier suite à une opération de relogement social. Les spécialistes du tourisme à Oran, les guides et les habitants de Sidi El Houari ont demandé à être associés ou consultés avant la transformation de ce quartier historique. Ceci a coïncidé avec un vif intérêt manifesté par les architectes de l'USTO pour le quartier et l'avenir de la ville en général. Plusieurs conférences, ateliers et rencontres-débats ont été organisés avec pour thème central le patrimoine tangible et l'identité architecturale d'El Bahia. Des visites de jeunes étudiants en architecture et en urbanisme sont programmées toutes les semaines. Certains étudiants ont même créé des clubs au sein d'associations comme Saha Sidi El Houari et son club Patrimoine. Mais c'est la première fois que le département d'architecture investit le terrain avec un projet aussi concret, moderne et novateur et propose son expertise et celle d'une école étrangère réputée. De quoi rassurer les citoyens et les amoureux du patrimoine, mais aussi confirmer la nouvelle politique de l'université qui se tourne de plus en plus vers la ville.

Classement national des universités | Constantine... en haut de la liste, mais peut mieux faire

S

Constantine. Naïma Djekhar
ndjekhar@elwatan.com

elon le dernier rapport du Conseil national économique et social (CNES), l'université de Constantine caracole en deuxième position, après celle d'Alger, en matière de qualité de la formation. Il y a deux décennies, cette même université était en tête du peloton dans des classements nationaux et régionaux, et citée même dans certains milieux internationaux. «C'est une appréciation positive par rapport à l'organisme. La place de Constantine est importante dans le concert des universités. Elle dispose d'un potentiel et d'une notoriété, son site est l'un des meilleurs. Nous restons impliqués, nous avons encore des capacités pour nous propulser davantage», reconnaît le recteur de l'université Frères Mentouri, le professeur Abelhamid Djekoun, avant de rebondir : «Les classements ne veulent rien dire dans la conjoncture actuelle. Ceux internationaux sont effectués pour le compte d'universités payantes. A Constantine, nous n'accordons pas grand intérêt à ces publicités, nous avons d'autres ambitions». La communauté univer-

sa mission principale. «Ce problème s'aggrave de plus en plus», dit le CNES. Pour le recteur de l'UFMC, «l'avènement du LMD a une relation avec la formation et l'emploi, paradoxalement les universités qui ont joué cette carte n'ont pas abouti à l'employabilité». Et de poursuivre : «Pour inverser cette tendance, il faudra arriver à un équilibre entre la formation académique et celle technique. La professionnalisation est étroitement liée aux besoins socioéconomiques. Nous construisons dans la formation : dès qu'il y a un besoin dans tel ou tel secteur, nous tentons d'y répondre avec l'introduction d'autres spécialités, à l'exemple du génie mécanique, de l'apiculture ou celles inhérentes au montage automobile, etc. Nous scrutons tout besoin pour lui délivrer une formation, c'est un effort considérable».

Pour sa part, le professeur Kerbach convient du fait que le système LMD a freiné l'envol de l'université : «L'université a été mise à rude épreuve ces dernières années en raison du nombre croissant d'étudiants et l'introduction de LMD sans une concertation avec la communauté universitaire. Son mode de fonctionnement et sa gouvernance nous interpellent à réfléchir pour

sitaire est partagée dans son évaluation. «L'université de Constantine, comme exemple, était reconnue exclusivement pour l'excellence de son enseignement et de sa recherche, surtout en sciences exactes, et plus particulièrement en physique. Elle a contribué à la prise en charge des problèmes des sociétés nationales telles que SNS et la Sonacome. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, où les sujets de thèse n'ont aucun rapport avec l'environnement socio-économique immédiat de l'université et où le plagiat fait des ravages», selon le professeur Tahar Karbache du département de physique de l'UFMC.

Au-delà du débat sur les meilleures universités, celle algérienne est pointée du doigt dans le rapport du CNES qui a dressé un constat sans ambages sur le temple du savoir. Entre autres dysfonctionnements, le système LMD a encore enfoncé la situation. «Les universités algériennes ne sont pas parvenues à mettre en place les conditions d'un véritable décollage et n'ont pas capitalisé les expériences scientifiques et pédagogiques acquises», dit le rapport. Instauré il y a onze ans, le système LMD, voué à mettre en adéquation les formations universitaires aux besoins du marché de l'emploi, semble avoir échoué dans

que l'université soit gérée avec plus de transparence, une responsabilisation accrue et une plus grande efficacité.» Concernant la recherche scientifique, qui est aussi sujette à critiques dans le rapport du Conseil nationale économique et social, puisque il est constaté que l'Algérie a un potentiel d'universitaires quatre fois supérieur à celui de la Tunisie, mais sa production scientifique est nettement inférieure, qu'il s'agisse de qualité ou de nombre. «L'université du futur sera une université ou l'enseignant et l'étudiant seront le pivot de celle-ci et non l'administration avec sa lourdeur et sa mainmise sur la pédagogie et la recherche. L'administration est devenue un frein au développement des idées nouvelles qui seront le moteur de ce développement. Le rectorat devrait faciliter l'ouverture des espaces de rencontre pour le corps enseignant, ce qui n'est pas le cas de notre université qui est en train de régresser dans le domaine de l'enseignement et de la recherche», selon notre interlocuteur. Pour le professeur Djekoun, «Constantine est présente dans ce domaine à l'échelle africaine, la recherche scientifique n'est pas absente, car il y a un climat approprié. Nous avons réalisé entre 2011 et 2015 1500 publications».

e-learning | Un système d'apprentissage sans enseignant

E

Fatma-Zohra Foudil
Fmfoudil@elwatan.com

Et si demain, l'enseignement se faisait sans enseignants ? Un bon plan pour la fonction publique et le budget de l'Etat. Dans une thèse de doctorat, soutenue en 2014 à la faculté des sciences de l'ingénierie à l'université de Annaba, Mohamed Chaoui présente un travail de recherche intitulé : «Préparation et organisation d'un domaine d'apprentissage à partir du Web pour un enseignement adapté au profil de l'apprenant». Surfant sur la nouvelle mode du e-learning, le doctorant propose le ProALDoF-web, «un système capable de trouver tous les éléments nécessaires à partir du web pour créer automatiquement un contenu assez riche et d'une haute qualité. Ce contenu doit être sauvegardé pour pouvoir l'adapter aux profils et aux exigences des apprenants», explique le doctorant dans sa thèse. Constatant le «manque d'un outil de création automatique des cours» et afin de réduire le temps et les efforts considérables consentis par les auteurs et concepteurs de formations en ligne, Mohamed Chaoui conçoit un système pour utiliser le web comme support documentaire des ressources bien organisées et adaptées directement aux besoins des apprenants. «Ce système n'a pas besoin de beaucoup d'efforts ni de temps. Il crée des cours de grande qualité parce que leurs contenus sont obtenus à partir de la grande richesse du web. La mise à jour

des cours se fait directement à partir du Web avec la réutilisabilité des ressources extraites sauvegardées dans la base BNF (base de nouveaux fragments)», développe-t-il. L'objectif de ce système est donc de rendre plus facile la recherche documentaire sur des moteurs de recherche, des bibliothèques en ligne, des sites et des portails documentaires à foison. «La très grande masse d'informations disponible sur le web, nécessite un bon filtrage et une fructueuse extraction. Dans cet espace, l'un des grands enjeux concernant l'éducation réside dans la création de contenus pédagogiques. Les enseignants sont confrontés à la nécessité de produire ou de numériser des matériaux éducatifs non seulement pour les présenter aux apprenants, mais aussi pour les rendre disponibles aux autres enseignants tout en utilisant des stratégies pertinentes pour les découvrir, les partager, les stocker et enfin les utiliser et réutiliser de multiples façons», instruit Chaoui. Parmi les outils utilisés dans les universités, figure la plateforme d'enseignement. Si ces plateformes existent bien et sont gérées régulièrement par des enseignants, aucune ne peut créer automatiquement du contenu. Face à cette carence, le ProALDoF-web propose une approche basée sur des méthodes statistiques et sémantiques pour localiser l'information demandée. «L'intégration d'une API (application programming interface) Google permet l'utilisation permanente de la recherche automatique dans ce moteur de recherche. Le processus de la recherche est basé essentiellement sur une formulation automatique des requêtes avec des bonnes combinaisons des mots-clés. Ces derniers sont proposés par des experts du domaine afin d'augmenter le taux des documents pertinents par rapport au domaine de recherche», explique le doctorant. Pour cela, «une ontologie de domaine» est créée au sein de ce projet pour déterminer le processus de la recherche. Ensuite vient le filtrage des

documents jugés pertinents. Cette deuxième étape consiste en une série de calculs dont lesquels la découverte des parties nécessaires dans la création des cours joue un rôle très important. Ainsi, chaque document capté est associé à une seule partie du cours à présenter. «Chaque document est associé à une seule partie du cours présente dans l'ontologie de domaine en calculant la méthode du degré de pertinence (DP). En deuxième lieu, le processus associe chaque sous fragment à une seule règle sémantique sauvegardée dans l'ontologie de domaine en se basant sur la méthode 'DBRS' (Distance based on semantic rules», développe-t-il.

UNE APPROCHE SIMPLE

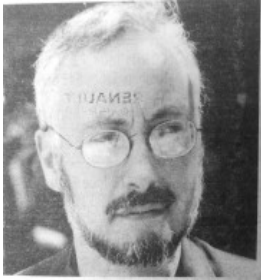
Avec ces processus, Mohamed Chaoui se félicite d'avoir réussi à travers le ProALDoF-web à proposer une approche de création d'un domaine d'apprentissage sans aucune intervention des concepteurs-enseignants. Et cette approche en dehors des équations complexes, semble très simple aux profanes. Elle débute par la quête des documents les plus pertinents dans un domaine choisi, les télécharger, les filtrer et enfin extraire les parties les mieux adaptées en appliquant la méthode de fusion des documents afin de créer le domaine d'apprentissage. Et cela dans l'optique de présenter un cours adaptatif au profil de l'apprenant. «Notre approche permet de réduire l'immense espace du web qui contient des milliards de pages web. Cet espace devient personnalisé avec l'adaptation directe des cours aux pro-

files des apprenants afin de répondre à leurs besoins et d'augmenter leurs satisfaction en fournissant une bonne formation extensible à tout changement et mise à jour, mais avec des ressources éducatives fiables», indique le doctorant.

Après avoir évalué la performance du système, Mohamed Chaoui est arrivé à démontrer que le ProALDoF-web est capable d'assurer la collecte des éléments indispensables dans la création des cours. «Les résultats de l'évaluation reflètent le succès du système ProALDoF-web en parlant de la performance trouvée selon la comparaison effectuée avec les différentes méthodes de création des cours», assure-t-il, en ajoutant que les deux ontologies créées dans le cadre du projet ProALDoF-web sont basées sur l'expertise humaine. «Nous avons un outil complet de très bonne qualité de création selon l'expertise fournie par des experts dans le domaine et selon toutes les méthodes proposées dans ce cadre», explique Mohamed Chaoui. Par ailleurs, ce dernier explique que le système exige une maîtrise des personnes impliquées dans la création des règles sémantiques. «ProALDoF-web demande une forte expertise dans la création des règles sémantiques. L'expertise est surtout dans le côté technique et linguistique. Le but est de trouver toutes les informations appropriées par rapport aux règles sémantiques», explique-t-il. Enfin, selon Mohamed Chaoui, les règles sémantiques doivent être bien formulées et structurées afin d'obtenir les meilleurs résultats avec une efficacité améliorée du système. Car il est important de savoir que le nombre des règles sémantiques est très important pour chaque composante du cours. «Pour cela, nous pensons dans nos futures recherches à travailler dans ce sens en proposant une méthode automatique de création des règles sémantiques», conclut le doctorant.

JAMAL MIMOUNI. Professeur de physique à l'université Mentouri 1 de Constantine

“ Privilégier l'académique aux dépens du professionnel, c'est privilégier le chômage au dépend de l'emploi



Le professeur Jamal Mimouni du département de physique de l'université Frères Mentouri (Constantine 1), diplômé de l'université de Pennsylvanie (Etats-Unis), nous livre ses appréciations concernant le constat établi par le Conseil national économique et social à l'égard de l'université algérienne.

Quel est votre commentaire concernant le classement de l'université de Constantine?

L'université de Constantine, un conglomérat de trois grandes universités, Constantine 1, 2 et 3, chacune avec ses propres vocations et vu l'effectif considérable de son corps enseignant se devait d'émerger dans le classement national. De plus sociologiquement parlant, les enseignants chercheurs matures préfèrent rester dans les grands centres urbains et ne se rendent dans les petites établissements universitaires que si contraints pour des raisons familiales ou de logement, ou bien en fin de carrière pour bénéficier de la prime de zone et améliorer leur régime de retraite. C'est bien là d'ailleurs tout le drame des petites universités et centres universitaires. Donc en bref, rien de trop spécial sur ce classement, et le contraire aurait été étonnant.

Concernant la recherche scientifique, il est constaté que l'Algérie a un potentiel d'universitaires quatre fois supérieur à celui de la Tunisie, mais sa production scientifique est

nettement inférieure, qu'il s'agisse de qualité ou de nombre. Quelles en sont les causes?

La recherche scientifique de qualité nécessite un environnement matériel et humain particulier. Si les conditions matérielles sont globalement satisfaisantes dans nos universités grâce à l'immense effort consenti par la direction de la recherche à travers les centaines de laboratoires bien financés et la valorisation de la fonction d'enseignant chercheur, le côté humain n'a pas suivi. Je me bornerais ici à pointer du doigt sans autre forme de procès deux facteurs hélas trop souvent présents au niveau de l'Université Algérienne et antinomiques à tout effort véritable de recherche:

- Le manque de rigueur académique, qui va de pair avec une complaisance dans l'évaluation des projets et des chercheurs.
- L'absence de méritocratie, avec comme conséquence le nivellement par le bas, alors qu'il ne saurait y avoir de démocratie dans le monde de la recherche.

Le système LMD mis en place depuis plus de dix pour l'adéquation des formations aux besoins du marché de l'emploi a in fine aggravé le problème des diplômés chômeurs. Pourquoi?

L'introduction du LMD en Algérie fut une décision politique prise par la tutelle pour des raisons certes compréhensibles, notamment l'adéquation de la formation universitaire algérienne avec celle qui se mettait en place en Europe et de par le monde, mais appliquée de manière bureaucratique. Aussi le système LMD a-t-il déferlé sur l'université algérienne pour se substituer au système classique sans préparation adéquate et sans que les principaux acteurs ne soient véritablement impliqués. Sa mise en œuvre au fil des ans a confirmé que notre mal aimé système LMD n'avait ni tête pensante ni âme. Ce n'était finalement qu'une opération bureaucratique d'adéquation au LMD européen mais dégradé en lui soutirant ce qui faisait la force de ce dernier. Ainsi pour ne citer que les principales tares, il n'y a pas de passerelles entre les formations, pas de valorisation du travail personnel et, d'un autre côté, l'inexistence du tutorat pour les moins préparés,

et finalement très peu de stages de formation en entreprise qui ouvriraient les étudiants au monde du travail. C'est en dernière analyse une reproduction du système classique mais en plus court, organisé différemment et affublé d'un autre nom. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il n'ait pas résolu le problème des diplômés chômeurs.

Le nombre de licences professionnelles est à peine de 5 % alors qu'il est de 75% en Tunisie et 70% au Maroc. Comment expliquer ce retard?

Ce chiffre de 5% est effarant, et le pire c'est que cela n'est pas la traduction d'un «retard» par rapport aux autres pays Maghrébins mais bien un manque de vision chronique de ce que devrait être un développement équilibré des ressources humaines qualifiées, d'ou une mauvaise politique de gestion de la formation et ses choix inadéquats. Privilégier l'académique aux dépens du professionnel, c'est privilégier le chômage au dépend de l'emploi et de la performance économique. Certes, beaucoup de jeunes préfèrent encore retarder l'échéance de la fin des études

— qui est le seul «métier» qu'ils connaissent — et ce surtout avec la féminisation de la population estudiantine, mais une politique résolue d'information ciblée voire d'orientation rigoureuse en adéquation avec le marché du travail pourrait alléger le problème. Après tout, j'imagine que les jeunes aujourd'hui, si on leur présentait l'alternative entre un petit diplôme qui leur ouvre droit à un emploi stable et un beau diplôme où figure l'adjectif «académique» mais avec le chômage à la clé en main parce que la voie du doctorat s'avère si sinieuse que seule une minorité y accède, sauraient faire un choix rationnel.

L'université doit revoir sa carte de formation pour répondre aux exigences de développement durable ? C'est à dire adaptée à l'environnement, l'économie numérique et la transition énergétique. Où en est l'université de Constantine?

C'est une question qu'il faut poser à ses responsables.

Naïma Djekbar